

## **Regards croisés sur la politisation des individus : ici et ailleurs, hier et aujourd'hui.**

**Gourisse Benjamin (CRPS, Paris I, [b.gourisse@voila.fr](mailto:b.gourisse@voila.fr))**

### **L'institution universitaire : un lieu privilégié de politisation dans la Turquie des années 1970**

La forte proportion d'étudiants parmi les militants des organisations d'ultra-gauche et d'ultra-droite emprisonnés<sup>1</sup> à la suite du coup d'Etat du 12 septembre 1980 conduit à s'interroger sur l'univers institutionnel de la jeunesse turque pendant les années 1970. Nous proposons d'étudier comment l'institution universitaire devient un lieu de politisation des individus et participe à la production d'un rapport particulier à la politique en Turquie pendant la décennie 1970. Il s'agit de montrer comment l'université, par son fonctionnement et par les rapports de forces qu'elle abrite, va orienter les individus vers un intérêt particulier pour les objets politiques, mais aussi comment la socialisation politique interne à l'institution va se combiner à la socialisation primaire pour former des pratiques politiques et des instruments d'évaluation, différenciés, des réalités politiques. Sans ignorer les dispositions sociales et politiques des participants aux mobilisations qui se développent pendant la période étudiée, il semble nécessaire de diriger un temps l'analyse vers les configurations particulières des institutions susceptibles de structurer l'espace des possibles des acteurs, et notamment, en ce qui concerne la jeunesse turque, l'université.

Diriger l'analyse vers les contextes pratiques de la politisation, c'est prendre le parti de ne pas se focaliser sur les déterminations sociales et comprendre « les médiations à partir desquelles les déterminations sociales opèrent » (Gaxie, 2002 : 147). C'est mettre l'accent sur l'ensemble des pratiques et des dispositions générées par le milieu de vie. L'avantage d'un tel axe de recherche réside alors dans le fait qu'il permet d'expliquer comment les contraintes de l'appartenance à une institution s'appliquent sur les individus pour produire un type de subjectivation particulier et un système de pratiques « politiques » différenciées selon le type de rapport à l'institution. Il permet d'analyser comment un certain type de passage par l'institution universitaire oriente vers un rapport particulier à la politique. Il ne s'agit pas pour autant d'affirmer que la politisation des étudiants est automatique, ni que le niveau de politisation est le même dans toutes les universités, mais qu'un individu n'entretenant qu'un rapport distant aux objets politiques à son entrée dans l'institution a de grandes chances de voir ce rapport transformé lors de sa sortie. On verra notamment comment le contexte propre à l'université turque produit des formes d'appartenances collectives encouragées par la configuration propre à l'institution et par les stratégies de groupes politiques antagonistes qui l'utilisent comme lieu privilégié de mobilisation.

On se propose alors de tester l'hypothèse que l'intérêt pour la politique développé dans l'institution universitaire diffère et s'exprime par des pratiques différentes selon l'origine

---

<sup>1</sup> Selon une étude réalisée par Doğu Ergil en 1983 auprès de 125 « activistes » de l'ultra-gauche et de 162 issus des groupes d'ultra-droite incarcérés à la prison d'Ankara, 48% des activistes de l'ultra-gauche et 54,9% des activistes de l'ultra-droite étaient étudiants à l'université, dans une Haute Ecole ou lycéens lors de leur arrestation. 26,4% des activistes de l'ultra-gauche, et 28,4% de l'ultra-droite ont étudié quelques années à l'université ou dans une Haute Ecole. (Ergil, 1980 : 121, 127).

sociale et géographique des étudiants, selon la constitution de leur portefeuille de ressources, et selon leur lieu de résidence (à savoir, l'habitat extérieur à l'université ou le « foyer » étudiant – *yurt*).

Pour mener cette étude, nous disposons d'un corpus de 19 entretiens réalisés auprès d'individus ayant étudié dans l'université turque ou dans les Hautes Ecoles (*Yüksek Okullar*) dépendant des universités entre 1972 et 1980. Nous avons sélectionné quelques cas particulièrement pertinents dont l'analyse pourra être généralisée aux individus du panel présentant des propriétés sociales similaires. En ce qui concerne l'analyse plus « générale » des conditions de vie dans l'institution, nous utilisons les données biographiques disponibles sur le sujet.

## ***I. L'université turque dans les années 1970 : évolution des structures et dynamique des mobilisations étudiantes***

### ***L'Université***

A partir de la décennie 1960, l'enseignement supérieur turc doit intégrer un nombre croissant d'étudiants. Leur nombre passe dans les écoles professionnelles de 180.000 en 1960 à 436.000 en 1977, et à l'université de 65.000 en 1960 à 340.000 en 1977 (Ozankaya, 1978). Il a donc fallu multiplier les structures susceptibles d'accueillir ces nouveaux entrants, former de nouveaux enseignants et repenser l'architecture globale du système de l'éducation supérieure à partir du début des années 1960. Le nombre d'enseignants passe de 8.333 en 1960 à 22.728 en 1977 dans les écoles professionnelles et de 4.071 à 16.981 dans les universités. L'Etat turc met en place un programme de construction d'universités, dont le nombre passe de six<sup>2</sup> en 1957 à dix-sept<sup>3</sup> en 1977. Pendant la décennie 1960 de nombreuses écoles privées voient le jour, puis sont nationalisées et intégrées aux universités à la suite du coup d'Etat de 1971 afin de respecter la nouvelle constitution. Trois Académies d'Etat<sup>4</sup>

---

<sup>2</sup> Les six universités existantes sont alors l'université d'Istanbul (*Istanbul Üniversitesi*), fondée en 1453 mais qui prend sa forme actuelle en 1922, l'université technique d'Istanbul (*Istanbul Teknik Üniversitesi*) fondée en 1928, l'université d'Ankara (*Ankara Üniversitesi*) fondée en 1946, l'université de l'Ege (*Ege Üniversitesi*) à Izmir fondée en 1955, l'université Technique du Moyen Orient (*Orta Doğu Teknik Üniversitesi*) à Ankara fondée en 1956, et l'université Atatürk (*Atatürk Üniversitesi*) Erzurum fondée en 1957. Il faut ajouter à ces six universités l'Institut d'Administration Publique de Turquie et du Moyen Orient (*Türkiye ve Orta Doğu Amme İdaresi Enstitüsü – TODAİE*) fondée en 1953. (TODAİE, 1977 : 449-519).

<sup>3</sup> L'université Technique de la Mer Noire (*Karadeniz Teknik Üniversitesi*) à Trabzon fondée en 1963, l'université d'Hacettepe (*Hacettepe Üniversitesi*) à Ankara fondée en 1967, l'université du Bosphore (*Boğaziçi Üniversitesi*) qui apparaît en 1971 mais qui correspond à l'ancienne Haute Ecole fondée par le Robert College quelques années plus tôt, l'université de Çukurova (*Çukurova Üniversitesi*) fondée en 1973, l'université de Diyarbakır (*Diyarbakır Üniversitesi*) fondée en 1973, l'université d'Anatolie (*Anadolu Üniversitesi*) à Eskişehir fondée en 1975, l'université de Bursa (*Bursa Üniversitesi*) fondée en 1975, l'université de la République (*Cumhuriyet Üniversitesi*) à Sivas fondée en 1975, l'université de l'Euphrate (*Fırat Üniversitesi*) à Elazığ fondée en 1975, l'université du 9 mai (*19 Mayıs Üniversitesi*) à Samsun fondée en 1975, l'université seldjoukide (*Selçuk Üniversitesi*) à Izmir fondée en 1977. *Ibid.*

<sup>4</sup> Académies d'Economie et de Sciences du Commerce (*İktisadî ve Ticarî İlimler Akademileri*) fondée en 1959, Académie d'Etat des Beaux Arts (*Devlet Güzel Sanatlar Akademisi*) fondée en 1969, Académies d'Etat d'Ingénierie et d'Architecture (*Devlet Mühendislik ve Mimarlık Akademileri*) fondée en 1969. *Ibid.*

(Académie des Beaux Arts, d'Ingénierie et d'Architecture, d'Economie et de Sciences du Commerce) sont ouvertes entre 1959 et 1969.

Les nouveaux étudiants venant en grande partie de régions rurales de Turquie, des foyers (*yurt*) ont été construits ou aménagés afin de les loger. Nous ne disposons pas de données officielles, mais nous en avons dénombré vingt-et-un dans la métropole stambouliote<sup>5</sup> en 1979, leur capacité d'accueil allant d'une centaine de place à plus de 2000 (Boran yay, 1988 : 265-274). Chacun de ces foyers est théoriquement censé accueillir des étudiants venus d'une même région (ainsi, à l'Université d'Istanbul, la *Sivas yurdu* reçoit les étudiants de la province de Sivas, la *Kocaeli yurdu* ceux de Kocaeli, la *Rize yurdu* ceux de Rize, etc.), ce qui permet aux nouveaux arrivants de retrouver d'anciennes connaissances de lycée et de se socialiser plus rapidement au lieu. Dans la pratique, cette règle n'est plus respectée à partir du moment où des groupes politiques radicalisés investissent les foyers pour en faire des lieux « libérés » (*kurtarılmış*) et interdisent l'installation d'étudiants ne partageant pas leurs idées politiques ou provenant de villes ou de quartiers tenus par le camp opposé. Il faut alors se convertir à la cause pour s'installer dans tel ou tel foyer, ce qui explique, nous le verrons, l'homogénéité du rapport à la politique qu'entretiennent les étudiants logés dans les foyers. Ces foyers sont des lieux de vie dans lesquels les étudiants dorment, mangent, se divertissent. La Cité Etudiante Atatürk (*Atatürk Öğrenci Sitesi*) d'Istanbul, dans laquelle sont logés plus de 2000 étudiants, propose ainsi des cantines, des restaurants, une bibliothèque, un court de tennis, une salle de sports, des activités « sociales » et une salle de cinéma (Boran yay, 1988 : 266). Les étudiants résidant dans ces foyers disposent généralement d'un pouvoir d'achat très faible et partagent leur temps entre l'université et le foyer, dans lequel ils trouvent les infrastructures nécessaires à leur vie dans la métropole stambouliote.

### ***Investissement des périphéries du champ politique et mobilisations étudiantes***

A partir de la fin des années 1960, l'université constitue un enjeu central pour les groupes mobilisés, légaux ou non, dans leur possibilité d'existence (les groupes d'ultra-gauche) ou dans leur stratégie de prise de pouvoir (le Parti de l'action nationaliste, PAN – *Milliyetçi Hareket Partisi* et ses organisations satellites). C'est à l'université qu'ils vont trouver l'opportunité de se constituer en adversaires irréductibles et donc de légitimer leurs activités en vue d'éradiquer le « fascisme » ou de « protéger l'Etat » contre la trahison de la gauche radicale et sociale-démocrate. L'université devient alors le lieu originel de la multisectorisation des mobilisations qui a cours en Turquie pendant la seconde moitié de la décennie 1970. Afin de comprendre comment l'université et les foyers en viennent à constituer des enjeux cruciaux pour ces deux mouvances, il faut revenir un moment sur les « événements étudiants » de la fin des années 1960 et sur la formation du PAN.

La stratégie du PAN ne peut être comprise qu'au regard des possibilités de mobilisations qu'offre le champ politique turc de la fin des années 1960 pour une organisation politique se positionnant à sa périphérie. Alparslan Türkeş, président du parti jusqu'à sa mort en 1997, s'engage au Parti républicain paysan national (PRPN, *Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi*), parti ultra-minoritaire mobilisant des biens symboliques conservateurs (*muhafazakar*) et nationalistes (*milliyetçi*). En 1965 il en obtient la présidence et le transforme en Parti de l'Action Nationaliste (PAN) lors du congrès d'Adana en 1969. Conscient du manque de soutien du parti auprès des notables locaux anatoliens et de son manque de ressources en vue de toute transaction électorale ou clientéliste, Türkeş se tourne vers des

---

<sup>5</sup> Données recueillies lors d'entretiens réalisés auprès d'anciens étudiants stambouliotes.

associations étudiantes « nationalistes » dont les membres vont trouver dans le PAN des positions disponibles et la possibilité de voir leurs positions idéologiques importées dans le champ politique. Sa stratégie repose alors sur une mobilisation de la jeunesse urbaine universitaire (dont le nombre va croissant) et sur un rapprochement avec les diverses associations de jeunesse (dont certaines sont dirigées par des membres des colonnes de jeunesse du parti, à l'instar des *Ülkü Ocakları* – Foyers idéaux – fondés en mars 1966) qui se constituent en réaction à l'activisme des organisations de jeunesse liées au Parti ouvrier de Turquie (*Türkiye İşçi Partisi*). Le PAN va faire du danger que fait peser la gauche sur le pays un moyen privilégié de mobilisation idéologique. Cette stratégie est possible parce que façon quasi-contemporaine à l'émergence de ce système d'action « nationaliste conservateur », une ultra-gauche se structure et investit elle aussi la jeunesse universitaire. Au lendemain de sa percée électorale lors des élections législatives d'octobre 1965 (3 % des suffrages exprimés et 15 députés à l'assemblée nationale), le Parti ouvrier de Turquie (*POT, Türkiye İşçi Partisi*), fondé en 1961 par des représentants de syndicats en désaccord avec la confédération syndicale *Türk-İş*, décide de mobiliser la jeunesse universitaire du pays en créant la Fédération des clubs d'opinion (FCO, *Fikir Kulüpleri Federasyonu*). Cette association voit le jour le 17 décembre 1965. Elle va coordonner les activités de l'ensemble des associations étudiantes proches du POT. Les années passant, cette fédération subit les effets des lignes de division de l'ultra-gauche et passe aux mains de la Révolution Démocratique Nationale (*Milli Demokratik Devrim*), mouvance concurrente du POT dans le sous-champ de l'ultra-gauche. Elle change de nom pour devenir la Jeunesse Révolutionnaire (*Devrimci Gençlik*, plus connue sous le nom de *Dev-Genç*). C'est des rangs de cette nouvelle majorité que vont sortir les premiers groupes favorables à la lutte armée. La FCO puis Dev-Genç remportent la sympathie d'un grand nombre d'étudiants, et la radicalisation du répertoire d'action de certains de ses membres, dirigée vers les représentants de « l'impérialisme américain » et les intérêts économiques des groupes bancaires turcs séduit un nombre croissant d'étudiants. Face à cet essor de l'ultra-gauche, les jeunes militants du PAN usent de violence et assassinèrent plusieurs sympathisants de l'ultra-gauche à partir de septembre 1969<sup>6</sup>. Les affrontements entre jeunesse du PAN et membres des associations d'ultra-gauche s'intensifièrent jusqu'au coup d'Etat militaire du 12 mars 1971.

Par l'exécution des leaders des groupes de gauche, le coup d'Etat eut pour effet de stopper toute mobilisation de masse à l'université, et ce jusque l'année universitaire 1974-1975. Cependant, certains « seconds couteaux » de ce qu'on appellera la « génération 1968 » continuaient clandestinement leur travail de mobilisation, sans réel succès. En avril 1974, le gouvernement Ecevit proclama l'amnistie générale pour tous les militants politiques emprisonnés lors du coup d'Etat, et les membres les plus en vue de l'ancien POT fondèrent de nouveaux partis politiques légaux d'ultra-gauche<sup>7</sup>, tandis que les militants du PAN libérés retrouvèrent leur place dans le parti qui n'avait pas été fermé par la junte. La progression d'un militantisme de gauche hors système dans l'université turque pendant les années 1970 peut alors s'expliquer par la trajectoire politique et sociale des anciens de la « génération 1968 » qui vont devenir de véritables entrepreneurs en mobilisation après leur libération, et par la stratégie des nouveaux partis de gauche peu enclins à mobiliser une jeunesse universitaire qui a provoqué par sa radicalisation la fermeture du POT lors du coup

<sup>6</sup> Le 20 septembre 1969, Mehmet Cantekin, en décembre Mehmet Büyüksevinç et Battal Mehedoğlu, en avril 1970 le professeur Necdet Güçlü, le 5 décembre 1970 Hüseyin Aslantaş, le 26 décembre 1970 Nail Karacam, et le 29 décembre 1970 İlker Mansuroğlu sont assassinés par des membres d'organisations proches du PAN.

<sup>7</sup> Le PSOT (*Türkiye Sosyalist İşçi Partisi* – Parti socialiste ouvrier de Turquie) est fondé en 1974, le PP (*Vatan Partisi* – Partie de la Patrie), le PTT (*Türkiye Emekçi Partisi* – Parti du travailleur de Turquie), le POT (*Türkiye İşçi Partisi* – Parti ouvrier de Turquie) et le PRS (*Sosyalist Devrim Partisi* – Parti de la révolution socialiste) en 1975.

d'Etat du 12 mars 1971. En effet, les meneurs des mouvements de jeunesse libérés en 1974 sont des individus ayant opéré une rupture avec le POT légal. Par leur stratégie d'entrisme à la FCO, ils ont enlevé l'association de jeunesse au parti pour en faire une association au répertoire d'action extralégal (*Dev-Genç*) qui a accouché de groupes armés à la veille du coup d'Etat. Leur prestige n'a de valeur qu'auprès de la jeunesse universitaire ou lycéenne du pays et leurs savoir-faire militants ne correspondent plus aux besoins des nouveaux partis de gauche, bien décidés à ancrer leurs actions dans la légalité et à pérenniser leurs activités politiques. Ils sont socialement stigmatisés et leur passage par la prison, ainsi que les conditions dans lesquelles ils ont vécu l'enfermement (regroupés dans des cellules collectives, ils ont pu débattre, publier des feuilles théoriques, interpréter les publications des leaders exécutés ou assassinés, etc.) les orientent vers une reprise de leurs activités politiques à l'université. Le capital social et politique qu'ils ont accumulé avant l'emprisonnement est un capital local très difficilement convertible à l'extérieur de l'institution universitaire, que ce soit pour les « activistes » ou pour les théoriciens des mouvements de jeunesse.

En outre, les dirigeants des partis légaux nouvellement créés, tous issus de l'ancien POT ou de la mouvance Révolution Démocratique Nationale (MDD) se méfient de la jeunesse universitaire qui, par la radicalisation de son répertoire d'action, a provoqué la fermeture du POT lors du coup d'Etat du 12 mars. Les partis les plus à gauche sur l'échiquier politique ne désirent donc pas reproduire ce qui a posteriori leur apparaît comme une erreur commise par le POT. Ils vont consacrer la majeure partie de leurs activités à la mobilisation des populations ouvrières et tenter d'investir les confédérations syndicales plutôt que de contrôler les mouvements de jeunesse. Ces derniers allaient alors se fragmenter dans une lutte pour la monopolisation de l'héritage des martyrs de la génération précédente et reprendre les répertoires d'actions violents des groupes « fondateurs » pour lutter contre les agissements des militants du PAN ou de ses organisations satellites.

Face à cette restructuration de l'ultra-gauche, la droite radicale sortie indemne du régime militaire reprit alors sa stratégie d'utilisation de la violence armée. Les mutations du rapport de force dans le système de partis turc des années 1970 allaient aussi lui assurer une participation au gouvernement à partir de 1975 qui, selon Hamit Bozarslan, « la dota [...] d'assises politiques solides, relayées par la présence massive de ses militants aux postes de fonctionnaires ou aux emplois du secteur public » (Bozarslan, 2004 : 62). Le PAN et ses jeunes militants regroupés dans les foyers idéalistes (*Ülkü Ocakları*) se chargèrent de « protéger la nation et l'Etat » du danger que représentait la gauche radicale et sociale-démocrate et promirent « de “ demander, avec [leurs] propres méthodes, des comptes ” aux militants de gauche » (Bozarslan, 1999 : 188). Ces Foyers idéalistes revendiquaient 500 succursales et 700.000 membres en 1975 et trouvaient des soutiens au cœur même de l'Etat. Hamit Bozarslan rappelle que « Cevdet Sunay, président de la république (1967-1973), définit les militants d'extrême droite comme “ les enfants qui se battent contre le communisme ”. Pour Süleyman Demirel [président du Parti de la justice], il s'agit de leur branche de jeunesse : “ vous savez, nous ne sommes pas un parti militant. Par conséquent, nous ne pouvons donner aux jeunes l'enthousiasme qu'ils attendent. Nous ne pouvons satisfaire leur besoin d'action. Dans les faits, ils sont des nôtres, ils sont les nôtres ” (Milliyet, 1977 : 40) » (Bozarslan, 1999 : 188). Assurées de la bienveillance des pouvoirs publics et tolérées par la droite traditionnelle, les organisations satellites du PAN allaient pouvoir utiliser une stratégie de violence et de déstabilisation dans les endroits où les groupes d'ultra-gauche se sont relativement bien implantés, et en premier lieu l'université. L'idée étant de convertir cette attitude en ressource politique lors des scrutins nationaux.

L'université redevint un lieu de mobilisation des deux mouvances. La gauche fit de l'antifascisme le cadrage privilégié de ses activités tandis que les jeunes *ülkücü* mobilisaient sur la défense des valeurs turco-anatoliennes et l'indépendance du pays face au

danger que représentaient les « communistes » soutenus par l'URSS voisine. En un sens, ces deux mouvances ne pouvaient se développer qu'en s'identifiant l'une l'autre comme ennemies irréductibles et ce jeu de typifications réciproques se généralisa dans les universités turques jusque 1980. Le résultat en fut l'augmentation rapide de la violence et des assassinats, dont le nombre passe de 3 en 1974 à 1368 en 1979 et 1939 pour les neufs premiers mois de l'année 1980 précédant le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980<sup>8</sup>. Selon un décompte effectué par nos soins, 26% des individus tués entre le premier janvier 1977 et le 31 décembre 1979 étaient étudiants (soit 588 sur 2255 individus tués pour lesquels nous avons pu identifier le lieu de la mort et la catégorie socioprofessionnelle occupée avant le décès). L'université, traversée par ces processus de polarisation et de montée de la violence, allait alors devenir un lieu privilégié de politisation pour les nouveaux étudiants inscrits entre 1974 et 1980.

## ***II. Trajectoires sociales et effets des contextes dans l'évolution du rapport au politique des étudiants entre 1974 et 1980***

On comprend maintenant comment l'université est devenue après le retour des amnistiés et la reconstitution d'un sous-champ d'organisations politiques de gauche, un lieu de mobilisation privilégié des acteurs périphériques du jeu politique turc. Cependant, l'analyse de la structuration de l'offre politique dans l'institution ne renseigne pas sur ses effets auprès de la population étudiante dans son ensemble. Nous allons maintenant nous attarder sur quelques trajectoires sociales généralisables afin d'identifier les facteurs qui ont amenés leurs porteurs à cultiver un rapport particulier aux objets politiques lors de leur passage par l'institution. Ce faisant, nous montrerons l'importance de l'origine sociale et géographique des individus, de la structure de leurs capitaux, et du rapport de l'étudiant à l'institution dans la forme que prend l'intérêt pour la politique lors du passage par l'institution.

### ***N. (cas n°1) : Effet des typifications internes à l'institution et politisation de l'ensemble des sphères de la vie sociale en milieu universitaire.***

N. est né en 1957 à Sivas. Son père était propriétaire terrien à Kangal, dans la province de Sivas, et sa mère femme au foyer. Il est le second d'une fratrie de 5 enfants. En 1968, la famille s'installe à Ankara. Les 5 frères et sœurs sont diplômés d'université. Il affirme que « toute [sa] famille est PRP<sup>9</sup> » (« au total on a été élu 7 fois, mon oncle, son fils, le père de mon oncle »), mais jusqu'en 1990, il ne vote pas, « ou alors pour des alliances de partis socialistes ». Il avoue avoir été influencé par la génération de 1968 à partir du lycée mais n'a véritablement pris part à un groupe politique qu'à partir de 1978 (« J'ai été influencé par la génération 1968, depuis le lycée, Deniz Gezmiş, Mahir Çayan, bien sûr... Je ne lisais rien, je

---

<sup>8</sup> Selon un décompte effectué par Hamit Bozarslan, le nombre de victimes des affrontements entre militants révolutionnaires (*devrimci*) et nationalistes (les « idéalistes » - *ülküçü* – ou « loups gris » - *bozkurt*) est de 17 en 1971 et 1972, 15 en 1973, il baisse à 3 en 1974 pour ne plus cesser d'augmenter : 34 en 1975, 90 en 1976, 295 en 1977, 1095 en 1978, 1368 en 1979 et 1939 durant les neufs premiers mois de 1980. Pour la période allant de 1975 à 1980, le bilan officiel des troubles est de 5713 morts et 18480 blessés (l'auteur note d'ailleurs que ce bilan est supérieur à celui de la guerre d'indépendance de 1919-1923 : 5241 morts et 14152 blessés). Lors du coup d'Etat du 12 septembre 1980, l'armée saisit 151.000 pistolets, 38.869 fusils, 53.744 kilos d'explosifs. (Bozarslan, 1999, 187).

<sup>9</sup> Le parti républicain du peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*) est le parti créé par Mustafa Kemal. Il est considéré comme le représentant de l'idéologie kémaliste sur la scène politique.

ne comprenais pas ce que c'était que le marxisme, jusqu'à la fin du lycée j'étais radical, mais je ne lisais pas. Je n'ai pas fait non plus de démarche particulière pour me rapprocher d'un groupe politique ». Malgré cette sympathie pour les plus connus des étudiants « révolutionnaires » exécutés par la junte lors du coup d'Etat du 12 mars 1971, son rapport à la politique reste influencé par les positions familiales jusqu'à ce qu'il devienne un étudiant assidu de l'Université d'Istanbul et « s'engage » dans l'organisation d'ultra-gauche *Kurtuluş* (« libération »), il explique sur ce point que « dès 1974 il y avait des étudiants de gauche, des associations ou organisations, mais je n'étais pas influencé par eux... politiquement je n'étais rien de particulier, mais j'étais contre les fascistes ». Après une année d'études à la Faculté d'Agriculture de l'Université d'Ankara (1974-1975), il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université d'Istanbul. Il habite alors, et ce jusqu'au second semestre de l'année universitaire 1978-1979, dans un hôtel situé dans le quartier de Laleli proche de l'Université, tenu par des amis de sa famille (« j'étais invité là bas. Je n'étais toujours pas politisé à cette époque. Et de toute façon, comme je n'allais pas à l'Université très souvent, et je n'habitais pas au foyer (*yurt*). »). Jusqu'en 1978, il travaille à temps partiel (« je travaillais le matin et l'après midi, j'allais à la fac... mais en réalité, je n'allais pas beaucoup à l'université). Fidèle lecteur de *Cumhuriyet*, il y trouve un jour de mars 1978 « une annonce du genre « rassemblons nous pour aller à l'université, contre les fascistes » » et décide de se rendre au point de rendez-vous.

Il apparaît que cette décision, provoquée en partie par son habitude de lire le quotidien traditionnel des sympathisants PRP, va totalement bouleverser son rapport à l'université et à la politique en général. La force des hexo-labellisations, qui font du lecteur de *Cumhuriyet* un opposant aux partis de « droite » rassemblés de 1975 à 1978 dans le gouvernement de Front nationaliste, et donc des organisations de jeunesse du PAN ultra-nationaliste présentes dans les universités, va alors positionner le jeune N. dans le « camp » des « gauchistes » par un effet de contexte fortement contraignant. Le lendemain matin, il est au rendez-vous et raconte :

« Le lendemain, je vais au point de rendez vous, à Solimaniye (une mosquée toute proche de l'université). On se rassemble et on va à la fac ensemble, on entre dans le campus... On passe devant les policiers... Devant ceux de Pol-Bir [Pol-Bir est une association de policiers nationaliste]. Et on entre dans l'amphithéâtre de cette façon. A cette période, on était disposé comme ça dans l'amphi : d'un côté, les 30 gauchistes, de l'autre à peu près 150 personnes, les étudiants non politisés et les fascistes, et entre les deux groupes, un cordon de police. On était un peu isolés... Minoritaires. »

Après cet événement, il s'avère qu'il ne peut plus se rendre seul à l'université sans risquer de se faire molester par les militants *ülküçü* l'ayant vu dans ce groupe. De la même façon que le fait de tenir un exemplaire de *Cumhuriyet* classe l'individu dans une des deux catégories disponibles, à savoir le « gauchiste » (la seconde étant le « fasciste »), se montrer en compagnie de militants d'ultra-gauche le classe, peut être encore malgré lui à ce stade de son rapprochement avec les groupes radicalisés, comme gauchiste (*solcu*). Il prend donc l'habitude de se joindre au groupe pour se rendre à l'université (qu'il fréquente alors plus régulièrement). Il semble qu'à partir de ce moment, il ne peut plus revenir en arrière :

« Tu sais, quand on entrait dans la fac, en groupe, on était entouré d'un cordon de police, isolé des conservateurs, réactionnaires et des non politisés. Entre les cours, on ne pouvait pas sortir de l'amphi, et si on le faisait on se faisait taper. Quand on se battait avec les fascistes, la police nous séparait ou nous frappait... Tu sais entre les fascistes et la police... Ils formaient comme un bloc... Ils se parlaient par exemple ».

Jusqu'aux vacances de fin d'année universitaire, N. continue de fréquenter ses nouveaux amis militants d'ultra-gauche, il lit « les revues de *Kurtuluş*, et d'autres journaux ». Son rapport pratique au politique change, il commence à participer à des altercations avec des étudiants *ülküci*, et est placé plusieurs fois en garde à vue. C'est à cette époque qu'il emménage dans un foyer d'étudiant (une *yurt*) et qu'il commence à rencontrer des membres du groupe *Kurtuluş*. En mai 1978, il passe une vingtaine de jours en prison pour avoir participé à une manifestation interdite du premier mai organisée par *Kurtuluş*. Sa famille s'inquiète (« Tu sais, je viens d'une famille d'aristocrates, de bourgeois, elle n'est pas d'accord, me condamne, me disent d'arrêter, mais voila... »). Quand l'année universitaire 1979-1980 commence, il est résident au foyer Atatürk (*Atatürk Yurdu*), dans lequel il représente le groupe *Kurtuluş*. Il se consacre de plus en plus à ses activités politiques (« à la faculté de droit... J'ai mis 7 ans pour faire ma 4<sup>e</sup> année », durée qui s'explique par les effets du coup d'Etat du 12 septembre 1980 sur l'ensemble des biographies des participants aux groupes d'ultra-gauche, bien qu'il aurait normalement du valider sa quatrième année au printemps 1980, et qu'il n'entre en prison qu'en 1983 pour 11 mois).

Pendant les vacances universitaires de l'été 1980, il rentre chez ses parents (« je ne fais pas de politique pendant les vacances »). Il continue ses activités militantes pendant la période du coup d'Etat, tout en adaptant ses pratiques au niveau de risque encouru. La police l'arrête en juin 1983 pendant une réunion politique clandestine, il subit la torture, est emprisonné dans plusieurs prisons stambouliotes et est relâché en mai 1984. A sa sortie de prison, il retourne vivre dans sa famille, « mont[e] une entreprise de marketing, de communication, mais ça n'a pas marché », puis termine ses études de droit.

La trajectoire biographique de N. nous permet d'identifier les effets de l'« unidimensionnalisation de l'identité personnelle » à l'œuvre dans l'université turque à la fin des années 1970. Une définition politique de l'identité s'impose aux étudiants qui sont classés, parfois malgré eux, dans un système de position duopolisé. On le voit, le simple fait de se rendre à l'université un matin avec des groupes d'ultra-gauche le classe dans la catégorie « gauchiste » aux yeux des policiers présents et des étudiants labellisés « fascistes ». Tenter d'entrer dans l'université seul devient, à partir de ce moment, trop coûteux, ne serait-ce que par le risque de se faire molester par des étudiants d'ultra-droite. On doit donc insister sur cet aspect contextuel du rapprochement de N. vers l'ultra-gauche. Ne fréquentant que peu l'université avant de se rendre au rendez-vous fixé par un groupe d'étudiants (il travaille à temps partiel et avoue ne pas aller souvent à l'université), il n'a alors que très peu de relations à l'université, et ces contacts avec l'ultra-gauche vont constituer un tournant dans son rapport à l'institution. A partir de ce moment, il fréquente plus régulièrement l'université, participe à des réunions politiques, est placé plusieurs fois en garde à vue.

Cependant, ces effets de contexte ne sont susceptibles d'agir qu'à partir du moment où N. entretient un rapport, même distant, avec le monde politique. Contrairement à d'autres individus de notre panel, qui subissent une pression lors de leur arrivée dans un foyer après leur inscription à l'université (à l'instar de R., notre cas n°2), il n'a subi aucune pression. Il a donc un intérêt antérieur, ne serait-ce que mineur, pour la politique. N. s'est rapproché des groupes d'ultra-gauche parce qu'il lisait *Cumhuriyet* et qu'il entretenait depuis quelques années auparavant une sympathie pour les jeunes leaders de l'ultra-gauche éliminés par la junte pendant la période du coup d'Etat du 12 mars 1971. Il se définit comme radical même s'il ne « lisait pas » et qu'il n'a pas fait de démarche particulière pour se rapprocher d'un groupe avant 1978. Il avoue aussi que « politiquement [il] n'était rien de particulier », mais qu'il était « contre les fascistes ». Par ailleurs, sa famille est proche du PRP (elle compte plusieurs membres élus du parti), ce qui explique le fait qu'il lise le quotidien *Cumhuriyet*, véritable marqueur politique, plutôt qu'un autre quotidien. N. a donc un rapport de familiarité



avec la politique, il sait se positionner sur l'échiquier politique et s'informe de l'actualité. Son rapprochement des groupes d'ultra-gauche et son intérêt croissant pour la politique relève donc à la fois de sa socialisation primaire, qui le destine à s'intéresser à la chose publique, et du contexte politique fortement polarisant de la fin des années 1970.

D'un rapport distancié à la politique, N. en arrive progressivement, au contact des groupes présents à l'université, à participer activement aux débats d'idées. La stratégie des groupes d'étudiants antagonistes de contrôler les foyers l'oblige à opter pour un foyer placé sous le contrôle des groupes de gauche. Il va alors vivre au contact de militants ou sympathisants de l'ultra-gauche, et connaître une socialisation secondaire dictée par la configuration politique et sociale des lieux. Ayant abandonné son emploi et s'étant installé dans le foyer, sans pour autant s'investir davantage dans son cursus universitaire, il dispose du temps nécessaire pour s'intéresser aux questions politiques et participer activement à la vie du foyer (il est partie prenante de l'organisation de « la commune », la cantine autogérée). En outre, sa vie se passant entre le foyer et l'université, il vit une ségrégation sociale et spatiale qui va encourager la transformation de sa réalité subjective. N. va passer la totalité de son temps dans un climat de polarisation politique très forte, il participe à partir du printemps 1978 à des altercations entre « gauchistes » et « fascistes », ce qui lui vaut quelques séjours en garde à vue.

La vie dans le foyer est alors un moment déterminant de sa trajectoire sociale et politique, peu importe, à partir de ce moment, que sa famille condamne ses orientations politiques et ses problèmes avec les forces de l'ordre. Du matin au soir, il vit au contact d'une population politiquement homogène, et doit comme tout le monde subir les attaques des étudiants *ülkücü* désireux de reprendre le contrôle du foyer. Son environnement physique est empli de symboles marxistes ou anti-fascistes, le foyer étant un lieu dans lequel, selon d'autres enquêtés, on discute politique du matin au soir. Ses loisirs, ses relations et l'ensemble de ses activités sociales sont spatialement situés dans le foyer et l'université. Il est alors d'autant plus apte à intégrer un sous-univers idéologique qu'il s'intègre dans une sous-société idéologiquement homogène qui se forme dans un lieu spatialement circonscrit. Il s'insère alors dans un contexte facilitant la rupture avec sa réalité subjective antérieure et adhère au système de valeurs des groupes d'ultra-gauche qu'il partage d'autant plus facilement qu'il partage leur position dans l'espace des typifications ayant cours à l'université. L'effet contraignant du contexte interne à l'université et au foyer sont en outre redoublés par le fait que les étudiants, à l'instar de N., ne quittent l'université qu'une fois l'an pour se rendre dans leur famille, pendant les vacances d'été. Il est d'ailleurs significatif qu'une fois chez ses parents, N. ne milite pas, ce qui montre que son rapport au politique et les modes de valorisations de ses préférences politiques sont en grande partie liés au lieu de la socialisation secondaire et à ses configurations internes.

### ***R. (cas n°2) : Non-congruence des socialisations et politisation au contact de l'institution universitaire***

R. est né en 1960 à Sivas. Son père était vendeur de titres de transports embarqué dans les bus de la ville. Sa mère était femme au foyer. Son père « était un homme de droite, il votait Parti de la Justice, comme toute [sa] famille ». Il définit sa famille comme « sunnite » et « turque ». Il termine son lycée en 1976 mais l'entrée de l'université lui est refusée lors de sa première candidature. Il n'entre à l'université de médecine de l'Université d'Hacettepe d'Ankara qu'en 1977. Il s'installe pour quelques mois au foyer d'Ankara (*Ankara Yurdu*) et déménage pour le foyer d'étudiants d'Hacettepe (*Hacettepe Öğrenci Yurdu*). Pendant ses années de lycée, il ne prend pas part aux débats animés par les groupes d'ultra-gauche et

d'ultra-droite mais dit avoir été marqué par le coup d'Etat de 1971, et notamment par l'assassinat d'Hüseyin Aslantaş, tué à la sortie de son école (*Istanbul Çapa Yüksek Okulu*) par des membres de l'ultra-droite le 9 décembre 1970. Cet étudiant était originaire de Sivas et la cérémonie de son enterrement a donné lieu à une forte mobilisation dans la ville.

Il entretient alors une certaine sympathie pour les mouvements étudiants révolutionnaires de la fin des années 1960, mais ne s'intéresse pas aux activités des groupes mobilisés dans sa région. Pendant ses années de lycée, il participe aux activités d'une association sportive mais dit n'avoir eu aucune envie de s'engager dans un groupe ou un parti politique. Il n'a encore aucune relation sociale avec des individus qui deviendront ses « camarades de lutte » quelques années plus tard. Une anecdote concernant son entrée à l'université tend à le confirmer. Dès son arrivée au foyer, il se lie d'amitié avec d'autres résidents et commence à participer à des discussions politiques. Il dit se rendre compte à ce moment que « les gens qui pensaient comme [lui] étaient socialistes ». Quand on l'interroge sur son arrivée à l'université, il déclare :

« Oui, mais moi je n'étais pas encore gauchiste à cette époque. Quand je suis arrivé à l'université, je portais les affaires de mon père, une veste, une chemise blanche, c'est comme ça que je suis entré à l'université, ce n'est qu'après que je me suis rendu compte que je ne portais pas les vêtements appropriés. C'était tout nouveau pour moi. »

On peut donc considérer que si R. entretenait une sympathie pour les groupes de gauche lors de son entrée à l'université, il ne connaissait aucunement les us et coutumes de ces groupes et ce n'est qu'après quelques discussions au foyer qu'il se rend compte qu'il pense comme ceux qui se déclarent socialistes et qui constituent la majorité des étudiants résidant au foyer. Il renouvelle sa garde-robe et se rapproche de Dev-Yol, le « mouvement » ultra-majoritaire dans le sous-champ de l'ultra-gauche. Il va participer aux activités du groupe et notamment prendre des tours de garde dans un quartier ankariote tenu par Dev-Yol afin d'y empêcher l'intrusion de « fascistes ». En 1980, il est blessé par balle lors d'une fusillade qui éclate aux limites de ce quartier « libéré » (*kurtarılmış bölge*). Il avoue alors ne plus avoir de relations qu'avec des individus proches de l'ultra-gauche à partir de 1977. Quand il rentre à Sivas pour les vacances de fin d'année universitaire, il ne peut plus côtoyer certains de ses anciens amis de lycée devenus pro-PAN à leur entrée à l'université :

« « J'avais un ami, d'enfance, on a tout fait ensemble, on est sorti avec nos premières copines ensemble... Et bien on a commencé à s'éloigner quand il est devenu PAN, on ne pouvait plus se voir. »

R. est emprisonné par la junte au pouvoir à partir du 12 septembre 1980. Il ne terminera pas ses études et ouvrira un café restaurant à Ankara quelques années plus tard. En 2006 il était président de l'association des 78ards dont l'action vise à faire juger les militaires putschistes de 1980.

L'investissement politique de R. doit, là encore, être mis en relation avec son origine sociale et le lieu de sa socialisation politique secondaire. Ses modes d'actions politiques sont quand à eux à relier aux effets de contexte qui orientent les détenteurs d'une telle trajectoire sociale et géographique vers un militantisme hors système. Lorsqu'il intègre la faculté de médecine, il est logé dans un foyer étudiant qui rassemble, comme la plupart des foyers, des étudiants issus de familles faiblement dotées en capital économique<sup>10</sup> et social. Lors de son

---

<sup>10</sup> Sur ce point, on remarque une différence de profil entre les étudiants provenant des périphéries anatoliennes qui résident en foyers étudiants dès leur arrivée, et ceux qui choisissent de s'y installer après avoir habité un

arrivée à Ankara il ne connaît personne, et ses réseaux de sociabilité ne dépassent pas le foyer et la faculté de médecine. Il apparaît donc comme disponible pour les entrepreneurs en mobilisation du foyer. Il est amené dès 1977, année de son entrée à l'université, à intégrer des instruments d'appréhension du monde social différents de ceux reçus lors de sa socialisation primaire. Il change de milieu social, quitte une ville réputée « de droite » pour s'installer dans un foyer noyauté par les organisations d'ultra-gauche. Sa défection à l'égard des valeurs familiales est une conséquence de sa rupture géographique et sociale d'avec son milieu d'origine. Puisque aucun discours divergent n'est disponible dans ce lieu relativement fermé qu'est le foyer, il est facilement amené à réinterpréter sa trajectoire et les événements qu'il a vécu (et notamment la période englobant le coup d'Etat du 12 mars 1971) pour se rendre compte « que les gens qui pensaient comme [lui] étaient socialistes ». Ses conditions concrètes d'existence dans l'institution l'amènent donc à retravailler son rapport aux objets politiques.

Mais cette évolution entérine aussi sa rupture avec sa vie passée et son émancipation du milieu familial. Il ne voit ses parents qu'une fois l'an et vit financièrement de façon autonome l'entre aide et la vie en commun diminuant fortement le coût de la vie pour les résidants). Il s'intègre dans un foyer et noue des liens forts avec ceux qui y résident. Ses investissements et orientations politiques sont alors dépendants d'« instruments d'appréhension des réalités « politiques » » (Gaxie, 2002 : 173) et d'une vision du monde reçus dans le foyer et à l'université, et susceptibles de donner un sens à son expérience sociale.

### ***C. (cas n°3) : Socialisation politique et habitat extra-universitaires, effet surgénérateur de l'entrée dans l'institution***

La trajectoire de C. permet d'observer un effet surgénérateur de l'homogénéité entre socialisation politique familiale et passage par l'université. C. est né en 1959 à Çanakkale (ville située sur le détroit des Dardanelles). Sa famille y était propriétaire d'un petit commerce de proximité. Politiquement, elle vote traditionnellement pour « les partis de gauche » et C. reconnaît avoir été fortement influencé par son oncle, ancien membre du Parti communiste de Turquie (*Türkiye Komünist Partisi*) interdit en 1951 et militant au Parti de la patrie (*Vatan Partisi*) alors dirigé par Hikmet Kıvılcımlı. Il affirme que c'est grâce à lui qu'il se rapproche du parti du « Docteur ». Il entre en 1976 à la Faculté des Sciences Economiques et Administratives (*İktisat ve İdari Bilimler Fakültesi*) de ce qui deviendra l'Université *Gazi* d'Ankara. Pendant les années 1970, les Instituts de Formation et Hautes Ecoles regroupées à *Gazi* étaient noyautées par l'ultra-droite et présentaient donc une homogénéité politique en ce qui concerne les membres du corps enseignant et les étudiants (homogénéité rendue possible par les diverses pressions exercées sur les enseignants de « gauche », par le caractère automatique de l'échec des étudiants de centre ou d'ultra-gauche aux examens et par les violences physiques exercées sur eux).

Lors de son arrivée à Ankara, il s'installe chez un membre de sa famille. S'il se décrit comme sympathisant de l'ultra-gauche, il ne participe aux activités d'aucun groupe avant 1978, année pendant laquelle il devient militant du Parti de la patrie. Il lit toutefois un grand

---

temps chez des amis de la famille installés en métropole, ou logés dans un endroit privé aux frais de la famille. Tandis que les premiers profitent du foyer pour étudier à peu de frais, les seconds profitent des capitaux économiques et sociaux de leur famille. Le rapprochement des lieux privilégiés de politisation que sont les foyers étudiants relève d'un véritable choix, qui apparaît dans une phase plus « avancée » de politisation.

nombre d'ouvrages théoriques sur le marxisme et le socialisme dès son arrivée à Ankara. Il rencontre alors sa future épouse, la fille d'un officier putschiste instigateur du coup d'Etat raté du 21 mai 1963 et exécuté en 1964, qui désirait faire de la Turquie un pays socialiste placé sous la direction de l'armée. En 1980, il décide avec quelques amis de quitter la Turquie et de rejoindre les camps palestiniens au Liban. Le but était de s'entraîner à l'extérieur du pays, dans un endroit plus sûr (« On réfléchissait, on se disait qu'il était ridicule d'essayer de s'organiser et de se battre en Turquie, le gouvernement contrôlait facilement ceux qui essayaient de le faire »). Le coup d'Etat du 12 septembre survient alors qu'il est toujours à l'étranger, il ne peut donc pas rentrer et décide de rester au Liban jusque 1985. Il est arrêté lors de son retour et passe 2 ans dans la prison militaire de Metris. A sa libération il se marie et passe ses examens. En 2006 il est comptable dans un quartier central d'Ankara.

La trajectoire de C. montre que l'université n'est pas l'unique lieu de politisation en Turquie pendant la décennie 1970. Sa socialisation primaire, ainsi que l'influence de son oncle ont eu une importance déterminante dans son rapport au politique. De la même façon, la rencontre de sa future femme, et de la famille de celle-ci (et notamment ses frères, militaires socialistes) a renforcé son désir de participation sans qu'il ait eu besoin de s'installer dans les foyers dépendants de l'université. Cependant, l'espace bipolaire des positions disponibles à l'université a pu renforcer son engagement politique et lui donner une dimension pratique. Il se bat avec des militants d'ultra-droite avant même d'être formellement membre du Parti de la patrie (« On ne rentrait pas à l'école avec des armes, il y avait une fouille à l'entrée, mais on se battait avec tout ce qui nous passait sous la main, des tables, des chaises »). Par ailleurs, comme pour les autres individus de notre panel ayant développé un type d'action politique illégale, il entretient un rapport distancié à son cursus universitaire et ne renonce pas à son départ pour le Liban en 1980, alors qu'il n'a pas encore validé sa licence. Dans l'université, il était, lui aussi, disponible pour l'action « politique ».

#### ***Ü. (cas n°4) : Habitat extérieur à l'université et stratégie d'accumulation de capital culturel dans une institution « épargnée » par les mobilisations***

Ü. est né à Izmit (ville située au sud d'Istanbul) en 1960, son père était un sous-officier fervent défenseur de la laïcité turque, sa mère femme au foyer. Il se dit athée et déclare n'avoir « jamais mis les pieds dans une mosquée ». Sa famille vote traditionnellement pour le PRP (*Cumhuriyet Halk Partisi* – Parti républicain du peuple). Pendant ses années de collège, la famille déménage à Ankara. Il est élève au lycée de sciences appliquées d'Ankara (*Ankara Fen Lisesi*) à partir de 1975. Selon lui, ce lycée n'était pas vraiment investi par les groupes radicalisés, à l'inverse de nombreux autres. En 1979, il arrive à Istanbul et parvient à entrer à l'Université du Bosphore (*Boğaziçi Üniversitesi*) afin d'y étudier dans le département de sciences physiques. Il habite chez un membre de sa famille. Il n'a jamais participé aux activités des groupes radicalisés, et n'a jamais adhéré à un parti politique, même s'il déclare avoir toujours voté pour les partis de Bülent Ecevit (le PRP puis le *Demokratik Sol Partisi* – Parti de la gauche démocratique). Il côtoyait certains militants des groupes de la gauche radicalisée, mais n'entretenait avec eux aucune relation d'amitié. Il tient d'ailleurs à leur l'égard une posture condescendante en affirmant :

« Ils ne lisaient pas... Aucun livre. Les plus intellectuels sont ceux du type de Murat Belge. Ils étaient en dessous de moi, je n'étais pas gauchiste, je lisais des livres... Ils étaient moins bons. Ils parlaient mais c'est tout ». Quand aux membres des organisations *ülküçü*, il affirme ne pas en avoir connu, « ils étaient très peu à aller à

l'université...ils vont au lycée mais c'est tout... Les peuples sans éducatons vont toujours vers la religion ».

Il déclare avoir « soutenu » le coup d'Etat de 1980, jusque 1982. Il termine ses études en 1987 (le service militaire effectué pendant ses années d'études expliquant en partie la durée relativement longue de son cursus) et ses activités professionnelles n'auront jamais aucun rapport avec son diplôme universitaire. En 2006, il est officiellement au chômage et s'essaie à l'écriture de romans et de poèmes, tout en entretenant quelques activités de commerce d'ouvrages.

La trajectoire de Ü. ne présente pas de différence majeure avec d'autres représentées dans notre panel. La préférence du père pour le PRP oriente généralement vers les partis dits de gauche et vers les groupes radicalisés d'ultra-gauche, et le fait de quitter le foyer familial pour étudier dans une université de la métropole stambouliote aurait pu placer Ü. dans un contexte favorisant l'intérêt pour des pratiques politiques extra-légales. Cependant, le lieu de résidence et l'université d'accueil jouent ici un rôle fondamental. Il ne se rend à l'université que pour suivre ses cours, ce qui en fait un agent peu disponible pour la mobilisation, et évolue quotidiennement dans sa sphère familiale. L'Université du Bosphore a été fondée en 1971, mais l'institution existe depuis les années 1960. Il s'agit d'une ancienne Haute Ecole Privée (*Özel Yüksek Okul*) fondée par le lycée américain Robert College, déclarée en tant que telle non conforme à la constitution dont a accouché le coup d'Etat du 12 mars 1971, et nationalisée en 1971. Jusqu'en 1971, il fallait être élève du lycée Robert College pour accéder à la Haute Ecole, ou témoigner d'un cursus d'excellence dans un lycée turc. L'Université du Bosphore, contrairement aux autres universités stambouliotes (Université d'Istanbul et Université Technique d'Istanbul), n'était pas un lieu traditionnel de mobilisation étudiante. Les mobilisations de la fin des années 1960, qui ont connu un essor considérable dans les autres universités, n'ont jamais réussi à investir la Haute Ecole. Aucun acte de violence entre ultra-gauche et ultra-droite n'y a été perpétré. Au lendemain du coup d'Etat du 12 mars, il n'y avait donc pas d'étudiants membres d'organisations illégales ou issus de l'organisation de jeunesse du Parti ouvrier de Turquie susceptibles de mener un travail de mobilisation des étudiants nouvellement inscrits. De la même façon, les étudiants emprisonnés par la junte en 1971 se sont réinscrits dans leur université de provenance ou ont consacré leurs activités de mobilisation aux lieux déjà investis lors de leur sortie de prison après l'amnistie générale de 1974.

Dans un tel contexte, Ü. a très certainement pu « jouer la carte » du prestige que conférait l'Université du Bosphore et a préféré miser sur les capitaux culturels et positionnels que son cursus lui accordaient, plutôt que de se mêler aux quelques militants présents qui « ne lisaient pas » et qui « étaient en dessous » de lui. Son rapport à la religion et les positions familiales en faveur d'une Turquie occidentalisée ont également empêché tout rapprochement avec les groupes d'ultra-droite manipulant des biens symboliques basés sur la langue turque originelle et les valeurs islamiques. Sa socialisation primaire et son capital culturel, accumulé dans une institution prestigieuse extérieure aux processus de radicalisations ayant eu cours pendant la période qui nous intéresse, expliquent son rapport aux objets politiques. Sa socialisation politique n'ayant pas été hétérogène à sa socialisation primaire, il émet des avis, participe aux élections depuis qu'il est en âge de voter, et donne sa voix aux partis dont le système de valeurs est proche des valeurs familiales. L'importance qu'il accorde à la culture est corrélée avec sa trajectoire biographique, et les jugements dévalorisants qu'il porte envers ceux qui entretiennent un rapport différent à la politique s'expliquent par la place prépondérante de ses ressources culturelles dans son portefeuille de ressources sociales.

Les trajectoires sociales et politiques étudiées plus haut tendent à montrer que le passage par l'université produit des rapports au politique différenciés selon la provenance géographique des individus, selon leurs stratégies d'accumulation de capitaux et selon le type de fréquentation qu'ils ont de l'université. Mais les marges de manœuvre qu'offre une trajectoire sociale à son détenteur vont dépendre du contexte politique, ici fortement polarisant, et de l'espace des positions disponibles. Sur ce point, l'université turque donne à voir la généralisation et les effets fortement contraignants d'hexo-labellisations consécutives à ce que M. Dobry a nommé l'« unidimensionnalisation de l'identité personnelle » (Dobry, 1986 : 158). Sous l'effet des stratégies des groupes et des contraintes qu'impose le contexte, la qualité de *solcu* (gauchiste) ou de *faşist* (fasciste) deviennent des opérateurs d'identification à vocation universelle. Tout se passe comme si la définition politique s'imposait à la définition ethnique ou territoriale de l'identité. Ainsi les « petites décisions » des acteurs (se placer dans l'amphithéâtre, lire un quotidien, aller dans tel ou tel café, etc.) tendent à les classer socialement dans l'une ou l'autre des catégories disponibles, comme nous l'avons vu avec l'exemple de N. qui, en quelque sorte, ne peut plus se désengager une fois son insertion ponctuelle dans le groupe d'étudiants qu'il a rejoint. L'évolution des lignes de division du champ politique va produire, en premier lieu à l'université, des effets de classement et une duopolisation des positions disponibles. S'intéresser à la politique, émettre des jugements sur le champ politique, participer à une manifestation ou à un enterrement, lire la presse, voter pour un parti de centre-droit ou de centre-gauche vont signifier l'installation dans un ou l'autre des camps disponibles. Ces hexo-labellisations vont alors encourager des stratégies de « tout ou rien » consistant en un désintéret total pour la politique (et un jugement condescendant à l'égard de ceux qui s'y souillent, comme le fait Ü.) ou en un surinvestissement pour l'un ou l'autre des deux camps en présence. Mais ce choix est souvent contraint par la socialisation politique primaire et le type d'habitat (interne ou externe à l'université).

Le passage par le foyer étudiant produit en effet certains rapprochements et encourage au surinvestissement politique, qu'on aie choisi d'y habiter (N.) ou qu'on s'y installe malgré soi (R.). L'étudiant résidant en foyer est disponible, et la totalité de sa vie sociale s'articule entre le foyer et l'université. Le faible niveau de capitaux économiques et sociaux des familles profitant du système de foyers exclue la multiplication des activités de l'étudiant à l'extérieur de leur enceinte. L'université et le foyer en arrivent alors à former un *complexe institutionnel total ouvert* dans lequel la totalité des sphères de la vie sociale des individus sont prises en charge. On y étudie, on s'y socialise, on s'y détend, on y profite des structures de divertissement qu'ils offrent, on organise des manifestations culturelles ou politiques dans leurs enceintes, on se rencontre, on flirt parfois, et la limite entre vie privée et publique se trouble. Si l'arrivée en foyer est un choix (N.), elle concrétise parfois un rapprochement avec un groupe mobilisé dans l'université et entérine une coupure quasi-totale avec l'extérieur. Le foyer constitue alors un endroit propice à l'apparition d'un phénomène que P. Berger et T. Luckman nomment « l'alternation » (Berger, Luckman, 2006 : 261). Pour les étudiants venus des provinces turques, séparés de leur famille qu'ils ne retrouvent souvent qu'une fois l'an, issus majoritairement de groupes sociaux à très faible niveau de capitaux économiques et culturels, l'université offre les conditions idéales de transformation radicale de leur « réalité subjective » (Berger, Luckman, 2006 : 261). L'étudiant rencontre de nouveaux interlocuteurs, sa vie se passant entre sa faculté ou son école et sa *yurt*, il subit une forte ségrégation territoriale et passe la totalité de son temps dans un climat de polarisation politique très

contraignant. Ces foyers étudiants sont donc des lieux de mise en pratique des idéologies convoquées par les groupes en présence pour mobiliser les étudiants, qui vont subir une subjectivation d'autant plus forte qu'elle profite de dispositifs tant discursifs que pratiques. C'est la raison principale pour laquelle le passage par le foyer étudiant produit quasi-automatiquement (des cas particuliers étant toujours possibles) une évolution du rapport au politique. Il implique pour le moins l'incorporation d'un système de valeurs considérées comme politique dans le contexte plus large de la Turquie des années 1970 (le socialisme, l'anti-fascisme, le nationalisme, ou l'anti-communisme). Cela ne signifie pas pour autant que le foyer est l'espace consacré de la politisation des étudiants des années 1970, le cas de C. tend à le prouver. La socialisation politique extérieure à l'université et l'habitat privatif ont leurs effets propres.

Enfin, il faut noter que la détention de capital économique et l'habitat privatif n'excluent pas une évolution du rapport au politique, tant la socialisation politique primaire (même minimale) tend à classer les individus dans l'un ou l'autre des camps disponibles (N.). Cependant, un haut niveau de capitaux familiaux culturels et économiques, conjugués à un type d'habitat privatif (c'est le cas d'Orhan Pamuk que nous n'avons pas eu la place de développer ici) et un désintérêt à priori pour la politique, semblent exclure l'évolution du rapport aux objets politiques lors du passage par l'institution, et orienter l'individu vers un désintérêt plus sûr en terme de carrière professionnelle ou académique.

## Bibliographie

« A. Ipekçi ile görüşme ». Cité par *Milliyet* 76, Milliyet Yayinlari, 1977, p. 40

Alpat (İ.), *Türkiye Solu Sözlüğü* (Dictionnaire de la gauche turque), Izmir, Mayıs yayınları, 2003.

*Bağımsızlık, Demokrasi ve Sosyalizm Mücadelesinde Gençlik – I (1974 -1980)* (La jeunesse dans la lutte socialiste pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme), Istanbul, Boran yayınevi, 1988.

Berger (P.), Luckman (T.), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 2006.

- Bozarslan (H.), « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *Turcica*, 1999, Volume 31.
- Bozarslan (H.), *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La découverte, coll. Repères, 2004.
- Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986
- Dorransoro (G.), Grojean (O.), « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, 2004, URL : <http://www.ejts.org/document198.html>
- Ergil (D.), *Türkiye’de Terrör ve Şiddet. Yapısal ve kültürel Kaynakları* (Violence et terreur en Turquie. Sources structurelles et culturelles), Ankara, Turhan Kitabevi, 1980.
- Feyizoğlu (T.), *Fırtına Yıllarda ülkücü Hareket* (Le mouvement ülkücü pendant les années de tempête), Istanbul, Ozan yayıncılık, 2003
- Gaxie (D.), « Appréhensions du politique et mobilisation des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2.
- Ozankaya (Ö.), *Türk Devrimi ve Yüksek Öğretim Gençliği* (La révolution turque et la jeunesse de l’enseignement supérieur), Ankara, SBF yayınları, 1978.
- Öznur (H.), *Ülkücü Hareket CKMP’den MHP’ye* (Le mouvement ülkücü. Du CKMP au MHP), Ankara, Alternatif yayınları, 1999, vol. 1.
- Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi* (Encyclopédie du socialisme et des luttes sociales), İstanbul, İletişim yayınları, 1988, vol. 6 et 7.
- T.C. *Devlet Teşkilatı Rehberi* (Guide des organisations étatiques de la République de Turquie), Ankara, TODAİE yayınları, 1977, pp. 449-519.
- Turan (A. E.), *Türkiye’de Seçmen Davranışı* (Comportement électoral en Turquie), İstanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi yayınları, 2004.